

L'an deux mille vingt-quatre et le 8 Avril à 20h00, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Bastides de Lomagne, s'est réuni sur convocation de Jean Luc SILHERES, Président, à Mauvezin.

**Présents 49 :** Mesdames, Messieurs Éric BALLESTER, Alain BAQUE, Olivier BAX, Gilles BEGUE, Thierry BEGUE, Vincent BEGUE, Alain BERTHET, Patrick BET, Daniel CABASSY, Chantal CALAC, Claude CAPERAN, Christian CARDONA, Serge CETTOLO, Claire CHAUBET, Philippe DE GALARD, Linda DELDEBAT, Serge DIANA, Bénédicte DISCORS, Marceau DORBES, Michel FOURREAU, Pascal GOUGET, Nicolas GOULARD, Christophe LABORDE, Guy LACOURT, Michèle LAFFITTE, Alexandre LAFFONT, Régis LAGARDERE, Guy MANTOVANI, Sylvie MASAROTTI, Jean Charles MATHEY, Dominique MEHEUT, Monique MESSEGUE, Pascal NOBY, Patrick PASQUALI, Christiane PIETERS, Florian PINOS, Christian PONTAC, Cyril ROMERO, Serge ROQUES, Dominique ROUX, Jean-Jacques SAGANSAN, Marie-José SEYCHAL, Patrick SIMORRE, Jean Luc SILHERES, Yvette SLIVA, Cédric TARRIBLE (représente Michel TARRIBLE), André TOUGE, Catherine VILLADIEU, Didier WILLIAME

**Absents excusés 7 :** Josiane BIGOURDAN, Stéphanie BORDES, Annie DELAYE, Marc DE NALE, Joël DURREY, Gervais MOLAS, Gilles TERNIER

**Procuration 5 :** Josiane BIGOURDAN donne procuration à Alain BAQUE  
Stéphanie BORDES donne procuration à Eric BALLESTER  
Annie DELAYE donne procuration à Marie-José SEYCHAL  
Marc DE NALE donne procuration à Michèle LAFFITTE  
Gervais MOLAS donne procuration à Philippe DE GALARD

**Secrétaire de séance :** Jean Jacques SAGANSAN (Auxiliaire : Charlotte Réguéna)

Date de Convocation : 26 Février 2024

Date d'affichage de la liste des délibérations : 27 Mars 2024

Nombre de délégués en exercice : 56

Présents : 49

**Votants : 54**

### RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

#### Validation du Procès-Verbal du Conseil Communautaire du 4 Mars 2024

- **Administration Générale**

Désignation d'un nouveau membre pour le CIAS Bastides de Lomagne  
Adhésion Convention Bien Vivre au Travail du CDG32

- **Prévention**

Validation du rapport CIAPH

- **Assainissement**

Choix des entreprises pour la réhabilitation des STEP

- **Finances**

Vote des taux Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères 2024

Vote des taux d'imposition taxes directes locales 2024

Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum

Vote de la taxe sur les surfaces commerciales

Fixation du produit de la taxe GEMAPI

Approbation des contributions et subventions au budget 2024

Proposition d'exonération du Foncier Non Bâti pour les Jeunes Agriculteurs

Contribution pour le Grand Projet Sud-Ouest (LGV)

Participation aux frais de fonctionnement des écoles

Présentation de l'état récapitulatif annuel des indemnités des élus

Vote des Budgets 2024 Principal, Assainissement, Bâtiment d'Entreprise, ZAE Bastides de Lomagne

- **Questions diverses**

## APROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 4 MARS 2024

Le Président soumet le Procès-Verbal du Conseil Communautaire du 4 Mars 2024 au vote de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

---

### DELIBERATION

#### **Objet : Désignation d'un nouveau membre pour le CIAS Bastides de Lomagne**

Monsieur le Président expose à l'Assemblée le souhait de Mme Karine VIDAL de quitter le Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale.

Le Conseil d'Administration étant composé de 8 membres élus issus du Conseil Communautaire et 8 membres de la société civile, il convient donc de la remplacer.

Monsieur le Président propose Mme Alexandra PASCOLINI pour remplacer Mme Karine VIDAL.  
De plus, il ajoute que suite au décès de M. Tourisseau, la commune de Saint Clar a désigné M. Gilles TERNIER pour le remplacer.

Ces propositions ont été adoptées à l'unanimité.

---

### DELIBERATION

#### **Objet : Adhésion au pôle Bien Vivre au Travail du CDG32**

M. le Président informe les membres du conseil communautaire que suite à une révision de la tarification des missions facultatives exercées par le pôle Bien Vivre au Travail du Centre de Gestion, il est nécessaire de se prononcer sur le renouvellement de l'adhésion de la commune à ce pôle.

Désormais, le CDG propose une tarification unique et forfaitaire de 100 € par agent par an, pour les affiliés à titre obligatoire, leur permettant l'accès à l'ensemble des missions du pôle BVT (santé au travail, prévention des risques professionnels, maintien dans l'emploi, inspection, ergonomie).

Les modalités de fonctionnement et de contact du pôle sont inchangées, elles sont détaillées dans la convention.

Il est ainsi proposé aux membres de l'assemblée délibérante de renouveler son adhésion au pôle Bien Vivre au Travail, d'adopter les termes de la convention proposée et d'autoriser le Président à réaliser l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision, notamment à signer la convention d'adhésion.

Le conseil communautaire,

**Vu** le Code général de la fonction publique,

**Vu** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

**Vu** la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gers en date du 11 décembre 2023 portant sur l'actualisation des tarifs des services conventionnels du CDG et notamment ceux du pôle Bien Vivre au Travail,

Entendu l'exposé de M. le Président, et après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- de renouveler l'adhésion de la commune au pôle Bien Vivre au Travail du Centre de Gestion
  - d'adopter les termes de la convention définissant les modalités d'adhésion et les conditions de réalisation des différentes missions réalisées par le pôle.
  - d'autoriser M. le Président à réaliser l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision, notamment à signer la convention d'adhésion.
- 

### DELIBERATION

#### **Objet : Validation du rapport de la Commission Intercommunale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées**

M. le Président informe que la Commission Intercommunale d'Accessibilité s'est réunie le 27 Mars 2024.

La commission a pour objectif de :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports
- Etablir un rapport annuel présenté au Conseil Communautaire et transmis au représentant de l'Etat dans le département, au Président du conseil départemental, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, au comité départemental des retraités et des personnes âgées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.
- Faire toutes les propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements aux personnes handicapées
- Tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public (ERP) situés sur son territoire de compétence qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmé (Ad'Ap) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

Le Président fait part du rapport de la Commission Intercommunale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité de valider le rapport de la commission intercommunale d'accessibilité tel annexé à la présente délibération.

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote des taux Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères 2024**

Conformément à l'article 1639 A du Code Général des Impôts, les collectivités locales doivent faire connaître aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, les décisions relatives aux taux des impositions directes perçues à leur profit.

Concernant les taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, le Président informe l'assemblée délibérante que le taux voté par le SIDEL est de 13.07 % et par le SICTOM EST de 13.60 %.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à la majorité de fixer le taux de TEOM à 13.07 % pour le territoire relevant du SIDEL et à 13.60 % pour le territoire relevant du SICTOM EST.

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2024**

Conformément à l'article 1639 A du Code Général des Impôts, les collectivités locales doivent faire connaître aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, les décisions relatives aux taux des impositions directes perçues à leur profit.

Le Président propose à l'assemblée délibérante les taux suivants pour l'année 2024 :

Taxe Foncier Bâti (TFB) : 13.07%

Taxe Foncière Non Bâti (TFNB) : 63.53 %

Taxe Habitation Résidence Secondaire (THRS) : 34.59%

Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : 30.78%

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, à la majorité (*POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0*)

De fixer le taux de Taxe Foncière Bâti à 13.07%

De fixer le taux de Taxe foncière non bâti à 63.53 %

De fixer le taux de Taxe Habitation Résidence Secondaire à 34.59%

De fixer le taux de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) à 30.78 %

---

## DELIBERATION

### **Objet : Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum**

Le Président expose les dispositions de l'article 1647 D du Code Général des Impôts permettant au Conseil Communautaire de fixer le montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum. Il précise que ce montant doit être établi selon le barème suivant, composé de six tranches établies en fonction du chiffre d'affaires ou des recettes :

En euros	
Montant du chiffre d'affaires ou des recettes	Montant de la base minimum
Inférieur ou égal à 10 000	Entre 224 et 534
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	Entre 224 et 1067
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	Entre 224 et 2242
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	Entre 224 et 3738
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	Entre 224 et 5339
Supérieur à 500 000	Entre 224 et 6942

**Vu** l'article 1647 D du code général des impôts,

L'assemblée, après en avoir délibéré, à la majorité (*POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0*)

**Décide** de retenir une base pour l'établissement de la cotisation minimum.

**Fixe** le montant de cette base à 534 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur ou égal à 10 000 €.

**Fixe** le montant de cette base à 750 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 €.

**Fixe** le montant de cette base à 1000 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 €.

**Fixe** le montant de cette base à 1500 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 €.

**Fixe** le montant de cette base à 1800 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 €.

**Fixe** le montant de cette base à 2300 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 500 000 €.

**Charge** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

## DELIBERATION

### **Objet : Taxe sur les surfaces commerciales - fixation du coefficient multiplicateur**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général des impôts,

Le Président rappelle qu'en application de la loi de finances 2010, réformant la taxe professionnelle et procédant à la réaffectation de certains impôts, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) jusqu'alors perçue par l'État, a été affectée aux collectivités locales en compensation de la perte de ressources fiscales.

La loi prévoit que le Conseil communautaire peut appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,80 et 1,20. Ce coefficient ne peut être que progressivement réduit ou augmenté de 0,05 au maximum par rapport à la valeur de l'année précédente.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (*POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0*),

**Décide**, de fixer le coefficient multiplicateur de la taxe sur les surfaces commerciales à 1.20 à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2024

**Charge** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

---

## DELIBERATION

### **Objet : Fixation du produit de la taxe GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) 2024**

Vu la délibération du 5 février 2018 instituant la taxe GEMAPI ;

Vu l'article 1530 bis du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instituer une taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ;

Monsieur le Président expose à l'assemblée que le produit attendu de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations est arrêté à :

- SYGRAL : 45 405.50€
- Syndicat de la Save : 2 022€

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à la majorité (*POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0*) décide d'arrêter le produit attendu à la somme de 47 427.50 € et charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

---

## DELIBERATION

### **Objet : Approbation des contributions et subventions 2024**

Monsieur le Président présente à l'assemblée les contributions et subventions et les soumet à l'approbation du Conseil Communautaire :

- **A l'article 65568 - Autres Contributions**

Reversement Ordures Ménagères : 1 200 000€

Syndicat Départemental d'Aménagement Numérique (SDAN) : 86 345.53€ (dont 7952.38€ en Fonct.)

Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) : 25 620.81€

Reversement GEMAPI : SYGRAL 45 405.50 €

Syndicat de la Save 2022 €

Participation au CIAS : 651 033.98€ (par acompte)

Participation à l'OTBL : 139 967.15€ (par acompte)

PETR : 41 000€

LGV : 20 250€

- **A l'article 6558 - Autres Contributions Obligatoires**

Frais de fonctionnement scolaire : 18 000€

- **A l'article 6561 - Autres Contributions Organismes de Regroupement**

Syndicat Mixte Scolaire Bastides de Lomagne - Escorneboeuf : 30 210€

- **A l'article 65741 - Subvention Fonctionnement Organisme Droit Privé Ménages**

OPAH : 20 000 €

- **A l'article 65748 - Subvention Fonctionnement Organisme Droit Privé Autres personnes de droit privé**

Musée de l'école publique : 20 000 €

Coopératives scolaires : 22 710€

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve à la majorité (*POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0*) le versement des contributions et subventions ci-dessus et décide de les inscrire au budget 2024.

---

## DELIBERATION

### **Objet : Taxe foncière sur les propriétés non bâties - Dégrevement de la taxe afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs**

Le Président de la Communauté de Communes Bastides de Lomagne expose les dispositions de l'article 1647-00 bis du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'accorder un dégrèvement de 50%, pour une durée qui

ne peut pas excéder 5 ans, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs qui bénéficient des aides à l'installation mentionnées à l'article D. 343-3 du code rural et de la pêche maritime.

Il rappelle que ce dégrèvement de 50% est à la charge de la collectivité qui l'accorde et qu'il complète le dégrèvement de droit de 50% pris en charge par l'Etat.

Considérant les difficultés des jeunes agriculteurs et le souhait pour la Communauté de Communes Bastides de Lomagne de soutenir l'activité agricole du département ;

Vu l'article 1647-00 bis du code général des impôts,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide (POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0) d'accorder le dégrèvement de 50% de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs, décide que ce dégrèvement est accordé pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> Janvier de l'année suivant celle de l'installation du jeune agriculteur et charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

DELIBERATION

Objet : Dotation de fonctionnement aux écoles 2024

Le Président propose au Conseil Communautaire la dotation aux écoles par élève comme suit :

Articles	Désignation	Dotation
6067	Fournitures scolaires	35,00
6574	Transports collectifs	10,50
	Voyages et déplacements	16,00
	Alimentation	0,50
	Affranchissement	0,30
	Subvention coopérative	2,70
Total	Total Fonctionnement	65,00

Versé sur la coopérative scolaire.

757 élèves sont concernés.

Les montants versés aux coopératives scolaires seront les suivants :

COOPERATIVES SCOLAIRES	MONTANT
MAUVEZIN PRIMAIRE	4260
MAUVEZIN MATERNELLE	2100
MONFORT	1560
SOLOMIAC	2010
SARRANT	540
SAINT CLAR	2910
TOURNECOUPE	1500
COLOGNE	3 150
SAINT GEORGES	540
ENCAUSSE	2430
MONBRUN	1710
TOTAL	22710

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve, à la majorité (*POUR* : 53 ; *ABSTENTION* : 1 ; *CONTRE* : 0), la proposition ci-dessus pour une dotation à 65 € par élève, dont une partie sera versée aux coopératives scolaires selon la répartition ci-dessus, le tout réparti comme suit :

Art.65748 (versement aux coopératives) : 22 710€

Art.6067 (fournitures scolaires) : 26 495 €

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote du budget 2024 - Budget Principal**

Le Président présente à l'assemblée le budget principal de l'exercice 2024 :

#### **Fonctionnement**

Dépenses : 9 898 064.50 €

Recettes : 9 898 064.50 €

#### **Investissement**

Dépenses : 2 231 170.36 €

Recettes : 2 231 170.36 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve le budget principal 2024 à la majorité (*POUR* : 52 ; *ABSTENTION* : 2 ; *CONTRE* : 0)

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote du budget 2024 - Budget Assainissement**

Le Président présente à l'assemblée le budget Assainissement de l'exercice 2024 :

#### **Fonctionnement**

Dépenses : 682 023.93 €

Recettes : 682 023.93 €

#### **Investissement**

Dépenses : 4 122 368.05 €

Recettes : 4 122 368.05 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve le budget Assainissement 2024 à la majorité (*POUR* : 53 ; *ABSTENTION* : 1 ; *CONTRE* : 0).

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote du budget 2024 - Budget Bâtiments d'Entreprises**

Le Président présente à l'assemblée le budget Bâtiments d'Entreprises de l'exercice 2024 :

#### **Fonctionnement**

Dépenses : 59 870.55 €

Recettes : 59 870.55 €

#### **Investissement**

Dépenses : 62 263.76 €

Recettes : 62 263.76 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve le budget Bâtiments d'Entreprises 2024 à la majorité (*POUR* : 53 ; *ABSTENTION* : 1 ; *CONTRE* : 0).

---

## DELIBERATION

### **Objet : Vote du budget 2024 - Budget ZAE Bastides de Lomagne**

Le Président présente à l'assemblée le budget ZAE Bastides de Lomagne de l'exercice 2024 :

#### **Fonctionnement**

Dépenses : 1 271 473.00 €

Recettes : 1 271 473.00 €

#### **Investissement**

Dépenses : 1 048 962.36 €

Recettes : 1 048 962.36 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire approuve le budget ZAE Bastides de Lomagne 2024 à la majorité (POUR : 53 ; ABSTENTION : 1 ; CONTRE : 0).

---

## QUESTIONS DIVERSES

Séance levée

Le Président, Jean Luc SILHERES



Le secrétaire de séance Jean Jacques SAGANSAN  
(Auxiliaire Charlotte REGUENA)